

L'or volé du Sud-Kivu

RD CONGO Une société minière chinoise a exporté illégalement de l'or

- ▶ Kun Hou Mining a d'abord négocié discrètement avec les autorités locales.
- ▶ Puis financé des groupes armés.
- ▶ Et une montagne d'or de Shabunda a disparu.

Trop riche et donc maudit, le Congo ? La dernière enquête de l'ONG Global Witness rapporte en tout cas un nouvel épisode du scandaleux pillage des ressources naturelles congolaises du Sud-Kivu, qui devraient être au service du développement de la population locale et non de l'enrichissement de quelques-uns.

Le sous-sol de l'est du Congo recèle notamment des gisements d'or dont la valeur est estimée à 28 milliards dollars. De quoi aiguiser les appétits, et notamment celui de l'entreprise minière chinoise Kun Hou Mining.

D'après Global Witness, Kun Hou Mining a d'abord négocié avec les autorités du Sud-Kivu pour s'assurer de leur bienveillance, une autre façon de dire complicité. Ensuite, les responsables de la firme chinoise ont donné des armes – au minimum deux kalachnikov – et versé 4.000 dollars à des groupes armés se faisant appeler Raïa Mutomboki, d'anciens groupes d'autodéfense citoyenne ayant versé dans le banditisme et terrorisant la région.

Ces groupes armés ont ensuite prélevé des taxes illégales sur les nombreuses barges de dragage artisanales récoltant de l'or dans le lit de la rivière Ulindi, pour un montant allant jusqu'à 25.000 dollars par mois. Et les autorités

locales ont également collaboré avec ces groupes armés pour se partager les recettes fiscales.

Grâce au soutien de ces groupes armés, Kun Hou Mining a déployé quatre dragues semi-industrielles le long de l'Ulindi, dans les environs de Shabunda. Chaque année depuis 2014, cette entreprise a récolté de l'or pour une valeur estimée à 17 millions de dollars. Or, selon Global Witness, Kun Hou Mining n'a exporté légalement qu'un demi-million de dollars d'or vers une entreprise de Dubaï.

Tout le reste de l'or extrait tant par la firme chinoise que par les artisans congolais, dont la valeur a été estimée à 38 millions de dollars par an, ne figure pas dans les registres officiels : volatilisés !

500 cas de malnutrition

Il a très probablement quitté le Congo en contrebande, avec l'aide d'autorités locales, pour rejoindre les marchés internationaux. Tout bénéfice pour Kun Hou Mining, et tant pis pour la population qui n'a pas pu bénéficier des services sociaux qui auraient pu être financés par les taxes non payées. Or, au même moment, plus de 500 cas de malnutrition ont été signalés à Shabunda en 2014...

Et ce sont des responsables des autorités minières de Bukavu, capitale du Sud-Kivu, qui auraient délibérément falsifié des documents pour dissimuler l'origine de l'or exporté légalement, indiquant qu'il provenait de mines artisanales.

Le ministère des Mines local n'a par ailleurs pas obéi aux ordres du gouvernement de Kinshasa lui enjoignant de « faire cesser toute activité de dragage le long de la rivière » Ulindi vu la situation sur place.

« Du fait de leurs actions ces deux dernières années, les autorités provinciales chargées de superviser la ruée vers l'or que connaît actuellement Shabunda ont directement porté atteinte aux efforts internationaux ainsi qu'à ceux du gouvernement national visant à réformer le commerce de l'or artisanal de l'est du Congo », souligne Sophie Pickles de Global Witness.

« Il incombe aux États de s'assurer que les entreprises ne causent aucun préjudice, y compris en vérifiant que les chaînes d'approvisionnement n'ont aucun lien avec le conflit et les violations des droits de l'homme, reprend la cher-

cheuse. La république du Congo et les Emirats arabes unis ont failli à leurs responsabilités à cet égard. Il faut que le gouvernement congolais applique ses propres

lois pour veiller à ce que les entreprises de son secteur aurifère ne produisent ou ne vendent pas d'or qui a servi à financer des groupes armés. »

Le ministre des Mines du Sud-Kivu, Apollinaire Bolindi, qui n'était pas à ce poste à l'époque des faits dénoncés dans le rapport, a réagi en estimant qu'il était « biaisé ». Et il a ajouté que le gouvernement provincial peinait à réglementer l'exploitation de l'or à Shabunda « compte tenu de la présence de groupes armés ».

Certes, mais un peu léger comme défense. ■

VÉRONIQUE KIESEL

Pour
38
millions de dollars
d'or exporté
illégalement
chaque année